



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/26

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND OUEST

ZA de la Blaisonnaière

49 140 Seiches-sur-le-Loir

Références : EC-2026-130-INSP-PAPREC GRAND OUEST-Seiches-sur-le-Loir-RAP

Code AIOT : 0006302575

Pièce jointe : annexe photographique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/26 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté ZA de la Blaisonnaière, 49 140 Seiches-sur-le-Loir. L'inspection n'a pas été annoncée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST
- ZA de la Blaisonnaière 49 140 Seiches-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006302575
- Régime de fonctionnement : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : OUI

La société PAPREC GRAND OUEST exploite un site dont l'activité est le tri-transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux et dangereux sur le site implanté Z.A de la Blaisonnaière 49 140 Seiches-sur-le-Loir.

Contexte de l'inspection :

Signalement d'un riverain d'un rejet susceptible d'être pollué et relayé par la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident ou incident	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 2.3.1.4 Article L.512-20 du code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	48 heures

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, articles 3.1, 4.3.3 et 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Activités principales	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 1.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats dressés au cours de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des suites administratives et pénales ainsi qu'un arrêté de mesures d'urgence en vue de la remise en état du site et d'éviter tout nouvel écoulement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 2.3.1.4 et article L.512-20 du code de l'environnement

Thème(s) : Autre, Déclaration des accidents ou incidents

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 21/09/2012

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande, le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article L.512-20 du code de l'environnement

En vue de protéger les intérêts visés à l'article [L. 511-1](#), le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Constats :

L'inspection des installations classées a été contactée le 19 mars 2026 par mail par le chef du service eau, environnement et biodiversité de la DDT 49 qui a transmis un signalement reçu le 17 mars 2026 par la mairie de Seiches-sur-Loir relatif à des rejets polluants en provenance du site de PAPREC GRAND OUEST.

Les photos transmises dans le mail sus-mentionné donnent à voir un écoulement noirâtre dans le fossé rue de l'Industrie et jouxtant le site PAPREC GRAND OUEST.

L'inspection des installations classées constate le 20 mars 2026 matin à l'extérieur de l'enceinte PAPREC GRAND OUEST, la présence d'un sillon boueux noirâtre sur environ 5 mètres linéaires au sein du fossé longeant la rue de l'industrie au droit d'un point de rejet du site PAPREC GRAND OUEST.

L'inspection constate la présence d'une buse derrière le grillage clôturant le site PAPREC GRAND OUEST d'où émane un rejet épais, de couleur grisâtre avec un voile blanc et odorant (odeur type fosse septique).

A l'intérieur du site, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à la vérification des 3 points de rejet d'eaux pluviales connus :

- point de rejet n°3 qui recueille via un avaloir les eaux pluviales de ruissellement sur l'aire de stockage des déchets papiers/cartons, bois, plâtre, métaux, D3E au Nord du site,
- point de rejet n° 2 qui recueille via un avaloir les eaux pluviales de ruissellement sur le parking à bennes,
- point de rejet n°1 en entrée de site.

Le plan des réseaux mis à jour le 31 octobre 2025, indique que chaque avaloir est équipé avant rejet dans le milieu naturel d'un séparateur à hydrocarbures.

L'inspection demande à l'exploitant d'ouvrir le premier regard de visite du séparateur à hydrocarbures équipant le point de rejet n°3 et les regards de visite des canalisations après passage dans les séparateurs à hydrocarbures sur les points de rejet n°1, 2 et 3.

L'avaloir n° 3 est aménagé en pied de talus et forme une cuvette de récupération des eaux pluviales. Lors de la visite l'inspection constate une flaque stagnante avec une coloration brunâtre et un voile laiteux en surface.

L'inspection visuelle, réalisée après ouverture du premier regard du séparateur à hydrocarbures et du regard situé en aval avant du rejet dans le fossé, a mis en évidence la présence d'un voile blanchâtre en surface, accompagnée d'une odeur caractéristique de milieu septique.

Ces observations mettent en évidence un dysfonctionnement du séparateur à hydrocarbures ayant entraîné un rejet non conforme vers le milieu naturel. Par ailleurs, le dispositif de traitement en place semble inadapté au traitement des eaux de ruissellement sur cette partie du site.

L'exploitant indique à l'inspection avoir constaté en interne cette problématique de rejet qui selon lui pourrait être due au délitement de feutres textile stockés sur son site sur lesquelles ruissellent les eaux pluviales.

Une inspection visuelle est réalisée après ouverture des regards en aval des séparateurs à hydrocarbures sur les points de rejet n° 1 et 2.

La profondeur du réseau au point de rejet n°2 n'a pas permis d'identifier une anomalie de coloration à cause de l'obscurité. Aucune odeur suspecte n'a été identifiée sur les points de rejet n° 1 et 2.

Demande à formuler à l'exploitant :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- cesser tout rejet dans le milieu naturel d'eaux de ruissellement polluées ou susceptibles d'être polluées non préalablement traitées par un dispositif de traitement approprié aux substances présentes dans ce rejet ;
- réaliser des prélèvements par un laboratoire accrédité COFRAC d'eau et de sédiments au droit du point de rejet n° 3 dans le fossé et après passage dans le séparateur à hydrocarbures ainsi que sur chacun des points de rejets de son site ;
- transmettre à un laboratoire agréé des prélèvements en vue de la réalisation des analyses

pour rechercher la présence et la concentration des substances susceptibles d'être présentes dans les déchets stockés sur le site et susceptibles de se retrouver dans les eaux pluviales ruisselant sur ces aires de stockage . La proposition des substances à rechercher et des points de prélèvements dans le milieu naturel est à transmettre préalablement à l'inspection des installations classées ;

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'actions détaillant les mesures correctives envisagées dès leur réception.

- remettre en état le fossé longeant la rue de l'Industrie en procédant au pompage, à l'évacuation et au traitement dans une filière adaptée et dûment autorisée des effluents et boues issus de la remise en état de ce fossé. L'exploitant réalise un nettoyage/curage de l'ensemble du réseau de récupération des eaux de ruissellement du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un bilan des opérations de pompage, d'évacuation et de traitement des déchets ainsi que les bordereaux de suivi des déchets correspondants.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à la télédéclaration de l'accident survenu sur son point de rejet n°3 dans un délai de 48 heures.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la déclaration d'accident/d'incident doit être réalisée en ligne, conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, sur le site :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 48 heures.

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, articles 3.1, 4.3.3 et 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, pollution

Prescription contrôlée :

Article 3.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

Article 4.3.3 - Rejets des eaux pluviales et des eaux issues du lavage des camions

Les eaux pluviales non polluées (toitures...) peuvent être rejetées directement dans le réseau pluvial récepteur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de

circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage des déchets et toute autre surface imperméable sensible (station de distribution de gasoil) et les eaux issues de l'aire de lavage des camions, sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent avant rejet au réseau pluvial de la commune.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Ils seront vidangés deux fois par an au minimum (l'été avant les périodes d'orages, l'hiver avant les fortes précipitations). Les résidus de ces traitements sont éliminés en tant que déchets.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 5.2 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes.

Au besoin, les aires de transit de déchets sont placées dans des rétentions adaptées.

Constats :

A hauteur du point de rejet n° 3, l'ouverture d'un regard de visite du séparateur à hydrocarbures ainsi que du regard situé à l'aval avant rejet dans le fossé a permis de constater la présence, en surface des eaux, d'un voile blanchâtre accompagné d'une odeur de type fosse septique.

Ces éléments traduisent un fonctionnement dégradé de l'ouvrage, susceptible d'entraîner un rejet non conforme vers le milieu naturel. Ils sont également révélateurs d'une possible présence d'eaux polluées ou d'un dysfonctionnement du dispositif de traitement.

Par ailleurs, le dispositif de traitement en place apparaît inadapté à la nature des eaux collectées (eaux de ruissellement potentiellement chargées), ce qui limite son efficacité.

Cette situation est susceptible de contrevenir :

- à l'article 4.3.3 relatif au traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et à l'obligation de bon dimensionnement et d'entretien des séparateurs à hydrocarbures ;
- à l'article 3.1 concernant la dispersion de matières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ;
- ainsi qu'à l'article 5.2 relatif à la prévention des risques de pollution liés à l'entreposage et au lessivage des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de transmettre dans un délai de 15 jours les justificatifs de l'entretien des séparateurs à hydrocarbures au titre de l'année 2025 ;

- de transmettre dans un délai de 15 jours, les résultats des analyses sur les rejets aqueux au titre de l'année 2025 ;
- de prendre dans un délai d'un mois toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2012. En particulier les déchets dangereux ou susceptibles de générer des pollutions, notamment par lessivage par les eaux météoriques, sont placés dans des rétentions adaptées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans ce même délai, tout justificatif attestant de la mise en œuvre effective des mesures prescrites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, , Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours et 1 mois

N° 3 : Activités principales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, articles 1.1.6

Thème(s) : Situation administrative,

Prescription contrôlée :

La société SAS PAPREC GRAND OUEST – Agence PAPREC OUEST 49 a pour activité principale le tri, le traitement et le regroupement de déchets. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

– Bâtiment A (3 325 m²) : activité de tri de déchets non dangereux et de stockage. Ce bâtiment accueille une chaîne de tri et un ensemble presse/broyeur.

– Bâtiment B (1 578 m²) : activité de tri de déchets non dangereux, de stockage et de broyage de refus de tri valorisables. Ce bâtiment accueille un ensemble broyeur pour les refus de tri valorisables, une presse, un coupe-bobine et une scie à bobinots.

– Bâtiment C – auvent (850 m²) : activité de tri de déchets non dangereux (déchets de chantiers, gravats, encombrants, stock amont chaîne de tri, stocks de produits finis – papiers/cartons, plastiques, déchets ultimes). Ce bâtiment accueille l'ouvreur de sac de la chaîne de tri.

– Bâtiment D (420 m²) : activité de tri et de démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et activités de regroupement de déchets dangereux des activités économiques (piles, batteries, néons et produits lumineux). Ce bâtiment accueille une chaîne de démantèlement de DEEE.

– Bâtiment E – auvent (1 080 m²) : activité de tri de déchets non dangereux.

– Une aire extérieure de stockage des DEEE : 270 m².

– Des aires extérieures de stockage de déchets en vrac (bois) ou en benne ou en balle (papiers/cartons, plastiques, gravats, ferrailles) : 841 m².

– Bâtiment « bureaux administratifs » et vestiaires : 210 m²

Constats :

Le jour du contrôle, l'inspection constate que des travaux sont en cours sur le site pour l'installation d'un deuxième transformateur et le montage de nouveaux équipements d'une nouvelle ligne de tri et traitement (broyage) de déchets plastiques.

Sous l'auvent E, l'inspection remarque l'absence de déchets issus de la collecte sélective dans la zone n° 18 habituellement dédiée.

L'exploitant indique avoir stoppé la collecte de ce type de déchets sur son site et la ligne process idoine depuis environ 3 semaines pour permettre la tenue des travaux de la nouvelle ligne dédiée au traitement des déchets plastiques.

L'inspection constate de l'extérieur que des nouvelles machines sont en cours d'installation dans les bâtiments A et C.

Pour des questions de sécurité, l'exploitant n'est pas en mesure d'autoriser à l'inspection l'accès au sein de ces bâtiments.

Lors de la visite, l'inspection a constaté, au sein du bâtiment D dédié au stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et des déchets dangereux, la présence d'un mélange de déchets hétérogènes non autorisés.

Ont notamment été observés :

- trois palettes comportant chacune deux balles de papier compacté ;
- des conteneurs grillagés contenant des PAM ;
- trois palox plastiques contenant du papier déchiqueté ;
- des poubelles plastiques vides ;
- des palox contenant des emballages souillés ainsi que des extincteurs ;
- des palox contenant des déchets en mélange non identifiés ;
- un palox plastique contenant des barquettes de viande et des croquettes pour animaux ;
- un espace destiné à l'accueil de chats errants.

Sur la partie consacrée au parking à bennes, il a été constaté le stockage de balles de déchets plastiques sur une hauteur supérieure à 3 mètres, sur une surface estimée à plus de 350 m². Le stockage est positionné dans un espace contraint, compris entre un talus végétalisé en limite de propriété et des bennes, sans dégagement suffisant, ce qui est susceptible de compromettre les conditions d'intervention en cas d'incendie.

Par ailleurs, l'étude de flux thermique fournie dans le porter à connaissance complété en date du 31 octobre 2025 ne mentionne pas de stockage de déchets sur le parking à bennes.

Enfin, nous relevons la présence de plaques de plâtre stockées au sein d'une alvéole couverte, pour un volume estimé à plus de 100 m³, relevant de la rubrique ICPE 2716 et pour laquelle l'exploitant n'est pas autorisé à ce jour.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le stockage de plastiques sur le parking à bennes, la nouvelle activité de traitement de déchets plastiques et le stockage de plâtre n'ont à ce jour pas été autorisés compte-tenu de l'absence de transmission des éléments demandés le 21 novembre 2025 .

Demande à formuler à l'exploitant :

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 15 jours de ;

- revoir l'organisation des flux et des stockages du bâtiment D dédié aux déchets dangereux.
- procéder à l'évacuation des déchets plastiques stockés sur le parking à bennes et de transmettre les justificatifs ad-hoc dans le même délai.

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de trois mois, de lui transmettre un porter à connaissance complet et régulier, incluant notamment la décision issue de l'examen au cas par cas déposé le 05/11/25.

Dans ce cadre, l'exploitant devra se positionner sur le caractère substantiel ou non des modifications apportées à son installation.

En cas de modification substantielle, un nouveau dossier de demande d'autorisation Environnementale devra être réalisé et transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours, 3 mois

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE

Localisation du point de rejet n° 3



Photographies du rejet au point n° 3 prises le 17 mars par le plaignant



Photographies prises au point de rejet n° 3 lors de la visite du 20/03/2026



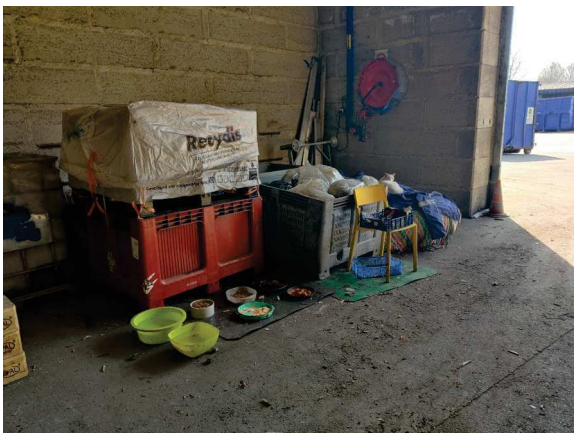
Avaloir du point de rejet n° 3 et ouverture d'une trappe de visite du séparateur à hydrocarbures



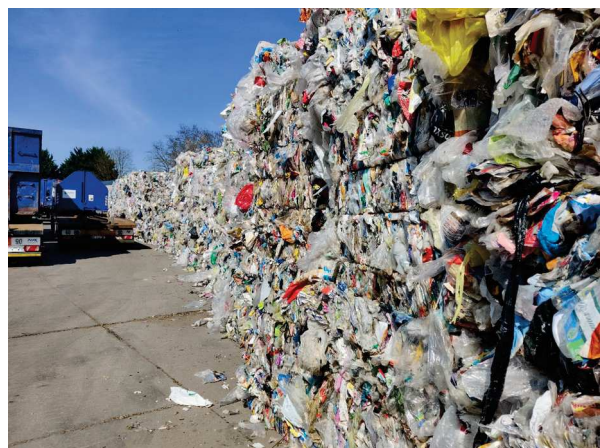
Ouverture de la trappe de visite donnant à voir l'aspect du rejet après passage dans le séparateur à hydrocarbures et avant rejet dans le fossé.



Bâtiment D dédié aux déchets dangereux



Stock de balles de plastiques sur le parking à bennes





Travaux en cours – installation de la nouvelle ligne dédiée aux plastiques

